



MAISON DU BRESIL

Fondation loi 1901 reconnue d'utilité publique

Siège social : Cité Internationale Universitaire de Paris

7L, Boulevard JOURDAN

75014 PARIS

SIRET : 784 563 108 00017

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023



MAISON DU BRESIL

Fondation loi 1901 reconnue d'utilité publique
Siège social : Cité Internationale Universitaire de Paris
7L, Boulevard JOURDAN
75014 PARIS
SIRET : 784 563 108 00017

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux administrateurs de la Fondation Maison du Brésil.

1. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Fondation Maison du Brésil relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Fondation à la fin de cet exercice.

2. FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « *Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels* » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

3. JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant.

Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4. VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport sur la situation morale et financière de la Fondation, présenté par le bureau et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux administrateurs.

5. RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Fondation ou de cesser son activité. Les comptes annuels ont été arrêtés par le bureau.

6. RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Fondation.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Ville d'Avray, le 28 mars 2024



COMMISSARIAT AUX COMPTES

Représentée par Christian DÉTRÉ
Commissaire aux Comptes



Description détaillée des responsabilités du Commissaire aux Comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2023 au 31/12/2023			Au 31/12/2022
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	2873		2873	2873
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels	52 743	36 937	15 805	13 804
Autres immobilisations corporelles	997 204	206 547	790 657	813 854
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	90		90	90
TOTAL I	1 052 910	243 484	809 425	830 621
Comptes de liaison II				
Actif circulant				
Stocks et encours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés				
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	10 455		10 455	6 402
Valeurs mobilières de placement	20 983		20 983	20 518
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	989 900		989 900	903 803
Charges constatées d'avance	1 459		1 459	927
TOTAL III	1 022 796		1 022 796	931 650
Frais d'émission des emprunts IV				
Primes de remboursement des obligations V				
Écarts de conversion actif VI				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	2 075 706	243 484	1 832 221	1 762 272

Bilan Passif

Bilan Passif	31/12/2023	31/12/2022
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau	763 241	693 608
Excédent ou déficit de l'exercice	94 675	69 632
Situation nette	857 915	763 241
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	750 573	802 309
Provisions règlementées		
TOTAL I	1 608 489	1 565 550
Comptes de liaison II		
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL III		
Provisions		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL IV		
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	3 014	81
Emprunts et dettes financières diverses	64 791	65 780
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	72 186	65 942
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	55 322	48 234
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 400	1 400
Autres dettes		
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	27 019	15 285
TOTAL V	223 733	196 722
Écarts de conversion passif VI		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	1 832 221	1 762 272

Compte de résultat

Compte de résultat	31/12/2023	31/12/2022
Produits d'exploitation		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	877 458	830 946
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation		
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		1 453
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	680	5
TOTAL I	878 137	832 404
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	608 735	528 873
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	2 268	1 080
Salaires et traitements	114 656	109 224
Charges sociales	44 634	40 692
Dotations aux amortissements et dépréciations	69 601	59 834
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	6	12
TOTAL II	839 900	739 716
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	38 237	92 688
Produits financiers		
Produits financiers de participation	4 702	1 374
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	4 702	1 374
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV		
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	4 702	1 374
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	42 939	94 062

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	31/12/2023	31/12/2022
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		5 114
Sur opérations en capital	51 736	42 860
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	51 736	47 974
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		72 403
TOTAL VI		72 403
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	51 736	-24 430
Participation des salariés aux résultats VII		
Impôts sur les bénéfices VIII		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	934 575	881 752
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	839 900	812 119
EXCÉDENT OU DÉFICIT	94 675	69 632

Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature	1 014 336	1 014 336
Bénévolat		
TOTAL	1 014 336	1 014 336
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens	1 014 336	1 014 336
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL	1 014 336	1 014 336

Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2023 dont le total du bilan avant répartition est de 1 832 221 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de 94 675 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 27/02/2024 par les dirigeants de l'association.

Présentation de l'association

La Fondation Maison du Brésil à la Cité Universitaire de Paris(CIUP) est une fondation reconnue d'utilité publique par décret du 19 mai 2020, publié au Journal officiel du 21 mai 2010.

La Fondation a pour but d'exploiter et d'entretenir la maison des étudiants brésiliens constituée aux termes d'un acte de donation avec charges à l'Université de Paris dans le cadre de la CIUP, en date du 11 juin 1954.

La Fondation a pour objet premier de concourir à l'œuvre de rapprochement intellectuel et moral poursuivie par les fondateurs de la CIUP, dans le cadre des règles communes de fonctionnement définies par le règlement général de la Fondation Nationale/CIUP.

Dans ce cadre, la Fondation du Brésil se doit :

- D'accueillir des étudiants et chercheurs brésiliens en séjour universitaire à Paris ;
- De favoriser les échanges entre résidents de toutes nationalités, notamment en accueillant des résidents issus des autres maisons de la CIUP, le même nombre de résidents étant admis dans ces autres maisons ;
- D'élaborer les conditions d'admission à remplir par les étudiants appelés à en bénéficier ;
- D'organiser la participation de ses résidents à la vie de la maison et de la Cité ;
- De contribuer à la définition et à la prise en charge des services communs gérés par la Fondation Nationale/CIUP ;
- De conserver, entretenir et éventuellement améliorer l'immeuble dont elle a la charge, conformément à la convention qui la lie avec la Chancellerie des Universités de Paris.

Les moyens d'action de la Fondation Maion du Brésil consistent en :

- L'administration et la gestion des intérêts matériels et moraux de la maison ;
- La fourniture du logement et des services connexes à ses résidents ;
- La mise en œuvre d'une vie culturelle au sein de la maison et dans la Cité ;
- Assurer l'accompagnement social et éducatif des étudiants accueillis ;
- Tout moyen propre à assurer la poursuite de son objet social.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire ou dégressif.

- | | |
|--------------------------------------|--------------|
| • Installations techniques | 5 à 10 ans, |
| • Matériel et outillage industriels | 4 à 10 ans, |
| • Agencements et aménagements | 10 à 25 ans, |
| • Mobilier de bureau et informatique | 3 ans, |
| • Mobilier | 10 ans. |

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Engagements de départ à la retraite

Les engagements de l'entité en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont constatés sous forme d'engagement hors bilan.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 65 ans en tenant compte des éléments suivants :

- paramètres propres à chacun des salariés de l'entité (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- données spécifiques de l'entité (convention collective, hypothèse de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisionnel du personnel et taux de charges sociales),
- taux d'actualisation retenu à 3.17%.

Le montant ainsi obtenu, majoré des charges patronales, s'élève à 20772 euros.

Contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires en nature correspondent au commodat qui était comptabilisé à l'actif et au passif du bilan de l'entité est désormais traité en contribution volontaire en nature pour la valeur estimée du loyer annuel.

La Fondation Maison du Brésil a bénéficié, d'une dotation comprenant le droit d'usage de l'immeuble destiné au logement d'étudiants sis 7L Boulevard Jordan à la (CIUP), ainsi que les éléments exploitables qu'il contient.

La valeur retenue par l'assureur la MAIF en 2013 suite à l'inventaire des biens d'élève à 1 638K€. Ce droit d'usage est conclu pour une durée de 50 ans.

La Fondation assure l'exploitation, l'entretien et l'animation de la Maison pendant toute la durée de la convention.

Valorisation des contributions volontaires :

Une valorisation au 30/09/2020 a été réalisée par la Direction Régionale des Finances Publiques d'Ile-de-France et de Paris sur la base de la comparaison des valeurs locatives :

Espaces collectifs :	$1\,927\text{m}^2 * 150\text{€} = 289\,050\text{€}$
Bureaux :	$72\text{m}^2 * 300\text{€} = 21\,600\text{€}$
Logements :	$1\,850\text{m}^2 * 28\text{€} * 12\text{ mois} = 621\,600\text{€}$
Logement de fonction :	$174\text{m}^2 * 22\text{€} * 12\text{ mois} = 45\,936\text{€}$
Locaux techniques :	$241\text{m}^2 * 150\text{€} = 36\,150\text{€}$

Soit un total de 1 014 336 euros.

Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	2 873		
TOTAL	2 873		
Terrains			
Constructions :			
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Générales, agencements et aménagements constructions			
Installations :			
- Techniques, matériel et outillage	46 028		6 715
- Générales, agencements et aménagements divers	906 426		30 190
Matériel :			
- De transport	4 864		1 721
- De bureau et informatique, mobilier	44 224		9 779
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL	1 001 542		48 405
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres :			
- Participations			
- Titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	90		
TOTAL	90		
TOTAL GÉNÉRAL	1 004 505		48 405

CADRE B	Diminutions		Valeur brute des immos en fin d'exercice	Réval. légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Val. d'origine des immo. en fin d'ex.
Frais d'établissement et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles			2 873	
TOTAL			2 873	
Terrains				
Constructions :				
- Sur sol propre				
- Sur sol d'autrui				
- Gales, agencements et aménagements const.				
Installations :				
- Techniques, matériel et outillage			52 743	
- Gales, agencements et aménagements divers			936 616	
Matériel :				
- De transport			6 585	
- De bureau et informatique, mobilier			54 003	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou don. destinés à être cédés				
TOTAL			1 049 947	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres :				
- Participations				
- Titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			90	
TOTAL			90	
TOTAL GÉNÉRAL			1 052 910	

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice				Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immobilisations incorporelles							
TOTAL							
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre							
- Sur sol d'autrui							
Installations générales, agencements et aménagements des constructions							
Installations techniques, matériel et outillage industriel				32 223	4 714		36 937
Installations générales, agencements et aménagements divers				94 278	62 569		156 847
Matériel de transport				4 634	250		4 884
Matériel de bureau et informatique, mobilier				42 748	2 068		44 816
Emballages récupérables et divers							
TOTAL				173 884	69 601		243 484
TOTAL GÉNÉRAL				173 884	69 601		243 484

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations			Reprises			Mouvement net des amort. en fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp.							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre							
- Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.							
Inst. tech. mat. et outil. indus.							
Inst. gales, agenc. et aménag. divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau et info. mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GÉNÉRAL							
DOTATIONS NON VENTILÉES		REPRISES NON VENTILÉES			TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ		

CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices				Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à évaluer							
Primes de remboursement des obligations							

Etat des créances et dettes

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	90		90
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés			
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers			
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	10 455	10 455	
Charges constatées d'avance	1 459	1 459	
TOTAL	12 004	11 914	90

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
- A 1 an max. à l'origine	3 014	3 014		
- A plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses	64 791	64 791		
Fournisseurs et comptes rattachés	72 186	72 186		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	32 641	32 641		
Sécurité sociale et autre organismes sociaux	22 600	22 600		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	81	81		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 400	1 400		
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance	27 019	27 019		
TOTAL	223 733	223 733		

Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2023	31/12/2022
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	28 958	23 492
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	48 756	42 018
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL	77 713	65 510

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2023	31/12/2022
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		
Créances reçues par legs ou donations		
Autres créances	2 922	6 402
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités	300	170
TOTAL	3 222	6 572

Produits et charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2023	31/12/2022
Produits :	- D'exploitation - Financiers - Exceptionnels	27 019	15 285
TOTAL		27 019	15 285

Charges constatées d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2023	31/12/2022
Charges :	- D'exploitation - Financières - Exceptionnelles	1 459	927
TOTAL		1 459	927

Engagements financiers

Engagements donnés	Montant en Euros
Effets escomptés non échus	
Aval et cautions	
Indemnités de départ en retraite	20 772
Emprunts (intérêts restant à courir)	
Crédit-bail : - Mobilier	
- Immobilier	
Autres engagements	
TOTAL	20 772

Commentaires : néant

Engagements reçus	Montant en Euros
Abandon de créances	
TOTAL	

Commentaires : néant

Variation des fonds propres art.431-5

Variation des fonds propres	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves					
- dont réserves des activités sociales et médico sociales					
Report à nouveau	693 608	69 632			763 241
- dont report à nouveau des activités sociales et médico sociales					
Excédent ou déficit de l'exercice	69 632	-69 632	94 675		94 675
- dont excédent ou déficit des activités sociales et médico sociales					
Situation nette	763 241		94 675		857 915
Dotations consommables					
Subventions d'investissement	802 309			51 736	750 573
Provisions réglementées					
TOTAL	1 565 550		94 675	51 736	1 608 489

Commentaires : néant

Honoraires des commissaires aux comptes

Type d'honoraires	Montant
Contrôle légal des comptes	6 000
Conseils et prestations de services	
TOTAL	6 000

Commentaires : néant